

Comment répondre au défi du vieillissement démographique dans le contexte de la crise actuelle:

Plaidoyer pour une plus grande solidarité entre les générations



The European Older People's Platform
La Plate-forme européenne des Personnes âgées

Publié par AGE à l'occasion de la
1^{er} Journée européenne de la Solidarité
entre les Générations, 29 avril 2009

Table des matières

Introduction	4
Pourquoi a-t-on besoin d'une société fondée sur une plus grande solidarité entre les générations	5
Depuis la nuit des temps, nos sociétés ont été basées sur la solidarité et la coopération entre les générations, alors pourquoi ce plaidoyer aujourd'hui pour une société plus solidaire ?	6
La solidarité intergénérationnelle dans les politiques d'urbanisme	7
La solidarité intergénérationnelle dans le logement	11
Des plans de mobilité et transports publics adaptés aux besoins de tous	14
La solidarité intergénérationnelle dans les politiques familiales	16
La solidarité intergénérationnelle dans la prise en charge des personnes dépendantes	18
La solidarité intergénérationnelle dans la garantie à des ressources suffisantes pour une vie décente à tout âge	21
La solidarité intergénérationnelle dans l'emploi	23
Initiatives citoyennes en faveur de la solidarité intergénérationnelle	26
Journée européenne de la Solidarité et de la Coopération entre les Générations à fêter le 29 avril	29
Année européenne du Vieillessement actif et de la solidarité intergénérationnelle 2012	30
Liens utiles	31

Introduction

Suite à la consultation lancée par la Commission européenne en 2005 sur les changements démographiques, AGE et le Forum européen de la Jeunesse (YFJ) ont commencé à réfléchir ensemble à la meilleure façon de répondre au défi du vieillissement de la société européenne.

Fin 2006, lors du premier Forum européen de la démographie, les deux organisations ont demandé à la Commission européenne d'organiser une conférence sur la solidarité intergénérationnelle afin de lancer un débat sur ce thème et d'initier de nouvelles approches dans la façon dont notre société est organisée. La Commission a réagi favorablement et a débloqué les crédits nécessaires à la tenue d'une conférence qui a été organisée par la Présidence slovène de l'Union européenne, les 28 et 29 avril 2008 à Brdo (Slovénie). Cette conférence, organisée en coopération étroite avec AGE, YFJ, l'Association Internationale de la Mutualité, l'Association Européenne des Institutions Paritaires, des associations de jeunes et de seniors slovènes et la Erste Foundation, a eu pour principal objectif d'étudier les moyens de resserrer les liens sociaux entre les générations et d'amorcer un changement politique dans le but de renforcer la solidarité entre les générations.

C'est au cours de cette conférence que la Présidence slovène a proposé que le 29 avril devienne la Journée européenne de la solidarité et de la coopération entre les générations, reprenant en cela la demande exprimée par AGE et le YFJ. En effet, pour nous ONG, une Journée européenne donne l'occasion aux organisations de la société civile de faire culminer le travail de toute une année et d'attirer l'attention des médias et des décideurs politiques sur une problématique et les solutions qui peuvent être mises en

œuvre pour y répondre. C'est un événement fédérateur qui permet de mieux faire connaître les initiatives de terrain et de faire progresser le débat public sur un grand sujet de société.

Cette idée, qui avait vu le jour au cours des réunions du Cercle francophone de l'Intergénérationnel mis en œuvre par la Fondation Roi Baudouin en 2007, s'est entre-temps concrétisée aussi au niveau de la Communauté française de Belgique, et une opération baptisée «Carrefour des Générations» doit rassembler plus de 30 communes de Belgique francophone pour des activités autour de ce thème le dernier week-end d'avril 2009.

Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un projet que AGE mène depuis 2008 avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin dans le but de promouvoir une société européenne fondée sur une plus grande solidarité entre les générations. Cette brochure ne cherche pas à faire un inventaire exhaustif de la question ni des initiatives existant dans le domaine, mais à lancer le débat à l'occasion de la première Journée européenne. Nous continuerons à rassembler des informations sur l'état des discussions et les initiatives intéressantes et à favoriser ainsi l'échange d'idées et expériences à travers l'Union européenne.

Si le sujet vous intéresse, aidez-nous à faire progresser le débat. Faites circuler cette publication parmi les acteurs de terrain, les décideurs politiques et les médias et envoyez-nous vos commentaires et exemples de projets intergénérationnels. Avec votre aide, l'année prochaine, nous aurons peut-être déjà fait un grand pas en avant.

Anne-Sophie Parent

Directeur, AGE

Membre du Cercle francophone de l'Intergénérationnel de la Fondation Roi Baudouin



Pourquoi a-t-on besoin d'une société fondée sur une plus grande **solidarité** entre les générations

Tous les pays d'Europe sont confrontés à un vieillissement démographique rapide qui commence à créer des tensions entre les générations et nécessite de revoir le mode de fonctionnement de nos sociétés. Ces dernières années, le débat politique s'est essentiellement concentré sur les problèmes de financement à long terme des pensions par répartition d'un nombre grandissant de retraités par une main d'œuvre de moins en moins nombreuse et sur l'explosion de la demande en soins de santé prévue lorsque la génération des baby-boomers, les 50-65 ans d'aujourd'hui, atteindra l'âge de la dépendance.

Une chose est sûre: la réalité démographique, conjuguée à la crise financière et économique actuelle, nous oblige à repenser fondamentalement nos politiques économiques, fiscales et sociales. N'en déplaise à quelques nostalgiques, la société a évolué très vite ces dernières années, voire ces derniers mois, et nos moyens de répondre à ces nouveaux besoins doivent s'adapter. Face au scepticisme de certains, il est bon de rappeler les principes fondamentaux qui ont permis à la société européenne d'être ce qu'elle est aujourd'hui: un espace de paix et de solidarité soutenu par une économie de marché performante,

encadrée par des règles sociales, qui se révèle être aujourd'hui un atout précieux qui permet à l'Europe de s'en tirer relativement mieux face à la crise mondiale. Ce fameux modèle social européen, que d'aucuns voyaient il y a encore peu comme un frein à l'innovation et à la croissance en Europe, est aujourd'hui loué par de vénérables institutions internationales telles que l'OCDE et le BIT qui y voient un élément stabilisateur et un investissement sur le long terme justifié par l'intérêt public. Or, s'ils varient dans leur approche, les systèmes économiques, fiscaux et sociaux des pays de l'Union européenne sont tous basés sur la solidarité entre les générations et entre citoyens, entre riches et pauvres et entre bien-portants et malades. Cette solidarité fait partie intégrante de notre patrimoine commun et doit donc rester au cœur de toute réforme des modes de fonctionnement de nos sociétés.

La solidarité entre les jeunes, les actifs et les personnes âgées ne doit pas être abordée exclusivement d'un point de vue financier, mais de façon plus large et englober la promotion de la coopération mutuelle et des échanges entre les générations. Elle doit encourager une meilleure compréhension mutuelle des besoins et attentes des autres groupes d'âge et explorer de nouvelles formes de coexistence. C'est toute la façon dont notre société est organisée qu'il faut revoir pour recréer du tissu social et des liens entre et au sein des diverses générations afin que chacun trouve la place qui lui revient et puisse s'épanouir et apporter sa contribution au bien-être général dans la mesure de ses moyens.

Ce débat doit s'ouvrir à tous les niveaux: autorités locales, nationales, urbanistes, opérateurs de transports publics, organismes de santé publique, prestataires de services sociaux, écoles d'architecture, organismes de logements sociaux, citoyens, élus locaux, nationaux

et européens, médias, écoles, universités, organisations de la société civile, etc. Les diverses initiatives lancées dans le cadre de la première Journée européenne de la solidarité entre les générations vont dans ce sens. C'est un excellent début, et nous espérons que le débat se poursuivra pendant de nombreuses années encore et que tous les pays et régions de l'Union européenne parviendront à trouver des solutions adéquates pour faire face au vieillissement démographique en créant une plus grande cohésion sociale.



Depuis la nuit des temps, nos sociétés ont été basées sur la solidarité et la coopération entre les générations, alors pourquoi ce plaidoyer aujourd'hui pour une société plus solidaire?

Les chiffres

Parce qu'en ce début de XXI^e siècle, c'est la première fois de mémoire humaine, hormis en période de guerre mondiale, que le nombre des 20-59 ans diminue et les démographes prédisent qu'il va continuer à

diminuer rapidement pendant les vingt prochaines années. C'est aussi la première fois qu'on observe un tel accroissement du groupe des 60 ans+ et ce phénomène va aller en s'accroissant d'ici 2030. En deux mots, notre pyramide des âges est en train de se renverser complètement pour prendre l'allure d'un gigantesque champignon en équilibre instable sur un pied de plus en plus étroit.

Pourquoi cela pose problème

Parce que non seulement cela veut dire qu'il y aura de moins en moins d'actifs en état de contribuer au financement des retraites et des soins de santé d'un nombre croissant de seniors et de personnes âgées dépendantes, mais aussi parce le nombre de personnes âgées vivant seules augmente rapidement, en particulier chez les femmes, et que la composition des familles s'est beaucoup diversifiée, modifiant parfois profondément les relations entre les générations. Enfin, parce que cette année, pour la première fois, les électeurs âgés de 50+ seront les plus nombreux et que ce vieillissement de l'électorat pourrait entraîner un déséquilibre dans la représentation des intérêts des divers groupes d'âge au détriment des jeunes. **Notre société toute entière va devoir s'adapter aux besoins de sa population vieillissante, mais aussi aux difficultés nouvelles que rencontrent les autres groupes d'âge, pour que toutes les générations puissent continuer à se soutenir mutuellement et à vivre ensemble sans conflit.** Cela veut dire qu'il faut revoir ensemble nos politiques et pratiques en matière d'urbanisme, de développement rural, de transports publics, d'accès aux soins de santé, de protection sociale, d'emploi, de participation citoyenne, de loisirs, etc.

Ces vingt dernières années, on a vu les mentalités changer rapidement et naître un certain individualisme qui a influencé positivement, mais aussi négativement les relations entre les générations. Le côté positif de

cette tendance, c'est que les citoyens sont devenus plus assertifs et ont appris à mieux se défendre dans le tourbillon de la vie moderne. Dans l'espoir de limiter les dépenses publiques, les décideurs nationaux, régulièrement rappelés à l'ordre par la Commission européenne soucieuse de maintenir chacun dans le cadre strict des règles budgétaires du Pacte de stabilité, ont «encouragé» les citoyens à se prendre plus en charge et à moins compter sur la collectivité. Cette approche a malheureusement mené certains à considérer que la politique du «chacun pour soi» était la seule capable d'assurer une croissance économique forte et de redynamiser la société européenne engourdie par des politiques sociales trop généreuses et trop coûteuses à leurs yeux.

La crise financière et économique que nous connaissons aujourd'hui rappelle à tout le monde l'importance de la solidarité et de la cohésion sociale, non seulement en période de crise, mais également pendant les périodes de croissance et de prospérité. Les nombreuses initiatives prises à travers l'Union européenne montrent l'intérêt que portent les citoyens à la solidarité et à la coopération entre citoyens et entre générations, intérêt confirmé par l'enquête Euroflash publiée par la Commission européenne à l'occasion de la 1^{re} Journée européenne du 29 avril 2009.



La solidarité intergénérationnelle dans les politiques d'urbanisme

Exposé du problème

Aujourd'hui notre environnement urbain est conçu essentiellement pour la population active et des citoyens jeunes et en bonne santé, pour un monde où l'automobile est reine et où les besoins des citoyens les plus vulnérables sont occultés.

Combien de villes peuvent se targuer d'avoir des pistes cyclables qui permettent aux jeunes et aux moins jeunes de pédaler en toute sécurité à travers la ville? Combien de centres urbains ont aménagé leurs trottoirs de façon à ce que les personnes âgées ne risquent pas la chute à chaque sortie et que les parents avec une poussette puissent aller faire leurs courses à pied ou se promener sans que leur balade ne se transforme en une course à obstacles? Combien de villes conçoivent leurs parcs publics pour y accueillir tout le monde, jeunes et moins jeunes, et permettre à tous de se retrouver et de se côtoyer dans le même espace vert: jeunes avec leurs planches à roulettes, familles avec de jeunes enfants et personnes âgées à la recherche d'un coin tranquille pour prendre l'air? Combien de villes touristiques préfèrent conserver leurs vieux pavés que d'aménager leur centre-ville pour faciliter la mobilité des personnes âgées? Combien de municipalités ont aménagé les abords des écoles de façon à protéger efficacement nos enfants débordants de vie des risques de la circulation?

Combien de bâtiments publics sont encore conçus comme si tous leurs usagers étaient jeunes, sveltes, familiarisés avec les nouvelles technologies, et qu'ils pouvaient faire la file debout pendant de longs moments, etc.? Combien de zones urbaines voient leur population vieillir très rapidement et ne savent que faire pour attirer de jeunes familles pour garantir l'essor à long terme de leur région?

Notre environnement urbain tarde à s'adapter aux besoins évolutifs de la société d'aujourd'hui et crée des barrières à la pleine participation de groupes de plus en plus nombreux (personnes âgées, personnes à mobilité réduite, familles avec de jeunes enfants, personnes handicapées) freinant ainsi leur cohabitation harmonieuse avec les autres groupes de la société et détruisant le tissu social.

Que peut-on faire

Au niveau local:

Dans la grande majorité des Etats membres de l'Union européenne, il incombe aux autorités locales d'aménager l'espace urbain. Certaines municipalités, confrontées au vieillissement rapide de leur population, ont commencé à mettre en place des politiques d'urbanisme visant expressément à rendre l'espace public plus convivial pour tous, jeunes et moins jeunes et à favoriser les relations entre citoyens. Certains même ont plusieurs années d'expérience dans cette approche et le succès de leur initiative commence à faire des émules ailleurs.

Si vous êtes une autorité locale ou un groupe de citoyens intéressés par le développement de politiques d'urbanisme mieux adaptées aux besoins de tous, le «Programme Villes Amies des Aînés de l'Organisation Mondiale de la Santé¹» peut vous être très utile. Cette méthodologie a été développée par l'OMS pour promouvoir un espace urbain adapté à tous les âges

et favoriser le vieillissement en bonne santé en aidant les autorités locales à faire l'état des lieux et à identifier les problèmes liés au manque d'adaptation de leur milieu urbain, puis à développer des réponses adaptées à leur contexte local. Ce guide s'adresse essentiellement aux acteurs opérant en zones urbaines. L'OMS va publier très prochainement un guide similaire pour les zones rurales.

» **Vienne (AU), une «ville de proximité» ouverte à tous**
La ville de Vienne a lancé un large projet de développement urbain de 200 hectares dans la zone Flugfeld Aspern. Ce projet a fait l'état des lieux des espaces publics afin de les rendre plus accessibles à tous, et a étudié les problèmes d'accessibilité pour les piétons (qualité du revêtement de trottoirs, voitures garées sur les trottoirs, trottoirs trop étroits et zones dangereuses), les besoins en infrastructures sociales, l'aménagement des parcs pour que personnes de tous âges puissent s'y côtoyer (par exemple, des bancs ont été installés dans les lieux indiqués par les seniors de ces quartiers). Le projet a aussi essayé de voir comment limiter les déplacements en créant une «ville de proximité» où chacun peut trouver dans son environnement immédiat l'essentiel des services dont il a besoin tous les jours.

» **Saint Appolinaire (FR): Générations: un modèle d'urbanisme intergénérationnel**

A Saint Appolinaire, dans la banlieue dijonnaise (FR), un projet pilote baptisé «Générations²» a vu le jour il y a déjà une vingtaine d'années. Dans cet ensemble immobilier habitent cent soixante personnes de tous âges, pour moitié des retraités, le reste étant composé de familles avec des enfants en bas âge. Tout a été prévu pour répondre aux besoins des différents groupes d'âges et favoriser les contacts entre les générations: ludothèque municipale, halte-garderie, salle de quartier, restaurant scolaire, mais aussi une unité de vie pour personnes en perte d'autonomie, un domicile protégé

pour les personnes désorientées, un point accueil animé par une salariée municipale et un centre d'accueil de jour Alzheimer. Dans d'autres régions de France aussi les projets d'urbanisme intergénérationnel ne manquent pas: appartements multi-générationnels à Mulhouse, haltes-garderies à proximité des maisons de retraite à Paris, lotissements favorisant la mixité entre jeunes et moins jeunes à Nantes, etc.

» **Demography Concept for Berlin (DE):**

Pour répondre à ses défis démographiques et socio-économiques, la ville de Berlin a décidé fin 2008 de lancer un nouveau programme «Demography Concept for Berlin». Ce programme cherche à soutenir le potentiel économique des seniors, à revitaliser les centres urbains et l'infrastructure des zones résidentielles, à aménager l'espace public pour mieux répondre aux besoins des enfants, des familles et des seniors, et à promouvoir la mixité des âges dans le logement au centre-ville. Ce programme cherche aussi à favoriser l'intégration des personnes issues de l'immigration dans les entreprises, l'administration publique et à attirer les migrants hautement qualifiés. Enfin, ce programme essaie de promouvoir une image positive des personnes âgées, d'organiser des transports adaptés aux besoins des personnes âgées et des enfants et de développer le concept de logement multigénérationnel et sans barrières (design-for-all) et de ville compacte ou cité de proximité.

D'autres villes d'Allemagne touchées par les changements démographiques cherchent à redynamiser leur centre urbain. Par exemple, Duisburg³ est l'une des villes de la Ruhr les plus touchées par les changements démographiques. Sa population décroît et vieillit rapidement. De nombreux appartements du centre-

ville sont vides et pourtant il y a pénurie d'habitations adaptées aux personnes âgées. C'est pourquoi les autorités locales ont demandé à l'un des plus grands bureaux d'urbanisme d'Allemagne de leur préparer un plan pour revitaliser le centre urbain. Ce plan prévoit de créer une ville compacte où chacun pourra trouver ce qu'il lui faut pour ses besoins quotidiens et avoir accès à tous les services publics importants sans devoir se déplacer très loin. Des logements intergénérationnels verront très bientôt le jour pour répondre à la demande de la population. Hoyerswerda, dans l'Est de l'Allemagne connaît aussi un vieillissement rapide de sa population. Tout comme Duisburg, elle a décidé d'adapter ses politiques d'urbanisme, mais en consultant ses seniors directement. Ainsi des groupes de seniors ont sillonné la ville à pied et en bus et ont rapporté leurs suggestions aux autorités locales: création de zones de communication, plus de bancs publics, des petits commerces et services publics concentrés sur la place du marché, etc. Ce modèle qui permet de rendre la ville plus conviviale pour tous est maintenant copié par d'autres villes de la région.

Au niveau national:

Dans le cadre de leurs politiques de cohésion sociale, les gouvernements nationaux devraient soutenir des politiques d'urbanisme intergénérationnel et, en fonction de la répartition des compétences, apporter les modifications juridiques nécessaires et débloquer des fonds publics ou développer des partenariats privés-publics pour aider les municipalités intéressées. En cette période de crise, il est particulièrement urgent d'encourager les initiatives qui permettent de recréer un espace public accessible à tous et qui favorisent les contacts et l'entraide entre les divers groupes de la société. Plutôt que de créer de la dépendance

¹ http://www.who.int/ageing/publications/Guide_mondial_des_villes_amies_des_aines.pdf

² http://www.accordages-intergeneration.com/_v4/menu-horizontal-haut/banque-experiences/habitat-services/generations-est-une-formule-originale-creation-lien-par-cohabitation-retraites-familles-avec-jeunes-enfants-62.html

³ <http://www.goethe.de/kue/arc/dos/dos/sls/sdz/en1417880.htm>

comme c'est le cas de l'espace urbain actuel, il est important de trouver des modèles urbains qui permettent à chacun d'être aussi autonome que possible et plus solidaire avec ses voisins, collègues et autres groupes de sa communauté.

Quelques gouvernements nationaux ont compris le rôle important qu'ils peuvent jouer en mettant en place un cadre législatif et financier pour permettre aux différents niveaux de pouvoir d'apporter des réponses adéquates dans leurs politiques d'urbanisme.

» Programme de soutien au développement urbain du Ministère fédéral allemand

En 2004, le gouvernement fédéral allemand a adopté une série de mesures législatives et financières⁴ pour permettre aux villes et municipalités de mieux répondre aux besoins de leurs populations dans un contexte de changements démographiques: nouveau code du bâtiment, mesures en faveur de la «Ville sociale», soutien par la Banque de reconstruction aux municipalités qui veulent développer leurs infrastructures, etc. Plusieurs villes ont saisi cette occasion (voir exemples ci-dessus)

» Le Label «Bien vieillir vivre ensemble» en France

Dans le cadre de son Plan «Bien Vieillir», le gouvernement français a décidé de créer un label intitulé: «Bien vieillir - Vivre ensemble» pour aider les villes françaises à répondre aux enjeux du vieillissement en développant des projets innovants d'urbanisme, de logement, de transport, de services, d'animation des quartiers et de développement du lien social.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la méthodologie «villes-amies des aînés» développée par l'Organisation mondiale de la Santé (voir plus haut) et visera aussi à favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre villes d'autres pays appartenant à ce réseau.

Au niveau européen:

Même si les compétences de l'Union européenne dans ce domaine sont très limitées, de nombreuses initiatives peuvent être prises au niveau européen pour promouvoir des politiques d'urbanisme inter-générationnel à travers l'Europe.

» **Fonds structurels**⁵: La Commission européenne devrait encourager les Etats membres à utiliser les fonds structurels, ces grands instruments financiers de l'Union européenne visant à promouvoir le développement régional, pour aider les villes et municipalités en mettre en place des programmes d'adaptation de l'espace urbain au changement démographique. Le fonds européen JESSICA⁶ par exemple cherche à promouvoir l'investissement durable, la croissance et l'emploi dans les régions urbaines en ligne avec la politique de cohésion de l'UE, mais peu d'autorités nationales et régionales savent qu'elles peuvent l'utiliser pour améliorer leurs infrastructures afin de favoriser une meilleure coopération et une plus grande solidarité entre les générations et ainsi mieux répondre aux besoins de tous, jeunes et moins jeunes. L'initiative des «**Régions actrices du changement économique**»⁷ prévoit aussi explicitement la possibilité de soutenir activement des actions dans ce domaine au plan régional et local.

» **URBACT**⁸: URBACT est un Programme européen financé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) qui a pour vocation de favoriser l'échange d'expériences entre les villes européennes, de tirer les leçons et de diffuser les connaissances acquises en matière de développement urbain durable. Dans le cadre de son Pôle thématique "Les Villes, Plateformes pour un Développement Urbain Intégré et Durable", le programme URBACT devrait encourager des projets d'urbanisme intergénérationnel et favoriser l'échange d'expérience entre les villes confrontées à

des changements démographiques importants (vieillesse, migration, etc.).

» **La Méthode ouverte de Coordination**⁹: Afin de stimuler de nouvelles initiatives dans ce domaine, la Commission européenne devrait favoriser l'échange de bonnes pratiques entre Etats membres et autorités locales dans le cadre de la Méthode ouverte de Coordination dans le domaine social (MOC). Cette méthode permet déjà aux Etats membres (niveau national) de profiter de l'expérience des autres pays dans les domaines de l'inclusion sociale, des réformes des systèmes de pensions et des services de soins de longue durée. Pourquoi ne pas l'étendre aux politiques d'urbanisme qui visent à favoriser l'inclusion sociale et l'ouvrir aux autorités régionales et locales afin de permettre un échange direct entre niveaux de pouvoir les plus directement concernés?

» **Le cycle biennal sur la démographie**¹⁰: La Commission pourrait aussi organiser à intervalles réguliers des conférences thématiques sur le développement urbain face aux changements démographiques dans le cadre du cycle biennal sur la Démographie lancé en 2006, et y faire participer toutes les parties concernées: autorités nationales, régionales, locales, Alliance européenne de la Famille, ONG, chercheurs, entrepreneurs sociaux, etc.

» **Erasmus Mundus**: Enfin, dans le cadre de son programme Erasmus Mundus,¹¹ la Commission devrait lancer un programme européen de Master en urbanisme intergénérationnel pour promouvoir de nouvelles approches dans les écoles d'urbanisme basées sur les meilleures pratiques et le concept de design pour tous.

⁵ <http://www.welcomeurope.com/default.asp?id=1700>

⁶ <http://www.welcomeurope.com/default.asp?id=1160&idpgrm=11907&MyPays=fr>

⁷ Communication de la Commission "Les Régions, actrices du changement économique" - COM(2006) 675 du 8.11.2006.

⁸ <http://urbact.eu/fr/poles-thematiques/developpement-urbain-durable/presentation-du-pole.html>

⁹ http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/the_process_fr.htm

¹⁰ http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/forum_on_demo_future_fr.htm

¹¹ http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/index_fr.html



La solidarité intergénérationnelle dans le logement

Exposé du problème

Dans de nombreux pays de l'Union européenne, les jeunes ont aujourd'hui d'énormes difficultés à accéder à un logement décent. **Les étudiants ne trouvent pas de chambre à louer et se retrouvent parfois dans des taudis, tandis que des personnes âgées se sentent bien seules dans leur logement devenu beaucoup trop grand après le départ de leurs enfants, mais n'ont pas les moyens de changer pour un appartement mieux adapté à leurs nouveaux besoins.**

Certains quartiers ou lotissements, qui se sont développés il y a trente ou quarante ans avec le boom industriel de la région, voient leur population vieillir très rapidement et les jeunes ont du mal à s'y installer. Le problème est particulièrement criant dans certaines grandes villes et la crise actuelle ne va pas arranger les choses puisque les banques renforcent les conditions d'accès au crédit hypothécaire et en conséquence, c'est tout le secteur de la construction qui est en crise avec une très nette chute des constructions nouvelles. Alors comment permettre une meilleure utilisation du parc immobilier existant et relancer la construction de logements favorisant une plus grande mixité entre groupes d'âge différents? Les intérêts des jeunes sont-ils compatibles avec ceux des seniors en

termes de logement? Que peuvent faire les autorités publiques pour permettre aux différentes générations de s'entraider face aux difficultés que rencontrent certains pour trouver un logement décent?

Que peut-on faire

Au niveau local

Les autorités locales et acteurs de terrain devraient développer de nouveaux projets de logement visant à favoriser la mixité des générations et des cultures, et la solidarité entre les habitants. Les autorités publiques devraient voir avec les acteurs concernés comment lever les barrières légales et structurelles qui empêchent le développement de ce type de projet: règlement d'urbanisme ou code du logement inadaptés, conséquences fiscales pour le «logeur» qui accueille un étudiant dans le cadre d'un contrat d'assistance intergénérationnelle, aide à la mise en place d'accords entre universités et organisations de terrain intéressées par le logement intergénérationnel, etc.

» **Des aînés hébergent des étudiants** (ES et FR): Certaines initiatives tant publiques que privées cherchent à réconcilier deux besoins: celui des étudiants en recherche d'une chambre confortable à petit budget et celui de personnes âgées vivant seules et recherchant un peu de compagnie. C'est ainsi que la Fondation Caixa Catalunya¹² en Espagne a lancé depuis plusieurs années le programme Viure i Conviure qui permet à des étudiants de trouver une chambre chez une personne âgée en échange d'un peu de compagnie le soir et d'une présence rassurante la nuit. Ce système de logement intergénérationnel rencontre un franc succès. Des initiatives similaires se développent dans d'autres pays, comme en France, où le PariSolidaire¹³ met en

relation des jeunes à la recherche d'un logement et des seniors désireux de compagnie, de partage des tâches de la vie quotidienne ou d'un complément de revenus, dans une démarche individualisée.

» **Logement kangourou intergénérationnel et inter-culturel**: En Belgique, aux Pays-Bas et en Scandinavie, le logement «kangourou» cherche à régler deux problèmes: d'une part celui des personnes vieillissantes qui disposent d'une maison trop grande pour elles, et d'autre part celui des jeunes couples qui peinent à trouver un logement bon marché. Le but de cette cohabitation entre jeunes et moins jeunes est de rompre l'isolement des aînés et de permettre de rétablir une solidarité intergénérationnelle qui tend à disparaître dans notre société. **Les maisons kangourou de Molenbeek**¹⁴ (BE) sont un exemple particulièrement intéressant puisque, à la dimension intergénérationnelle, s'ajoute la dimension interculturelle. Consciente du risque d'isolement que courent les personnes âgées dans ce quartier de Bruxelles où plus d'un habitant sur deux est d'origine étrangère, l'association Dar Al Amal a choisi de favoriser l'entraide entre jeunes familles étrangères et personnes âgées originaires du quartier. Après 20 ans d'existence, l'expérience tire un bilan positif même si le manque de moyens et des barrières légales ont empêché cette initiative innovante de se développer à plus grande échelle.

» **Logement intergénérationnel en milieu rural**¹⁵ (BE): Des projets de logements intergénérationnels poussent comme des champignons dans plusieurs pays d'Europe, mais souvent en milieu urbain. Un exemple belge de logement intergénérationnel en milieu rural

cherche à lutter contre l'effet «lotissement» qui crée des ghettos de générations homogènes, en favorisant la mixité entre groupes d'âge différents afin de promouvoir la solidarité et les échanges entre générations, d'assurer la diversité sociale, de favoriser la cohésion sociale, de retarder, voire d'éviter aux seniors de finir leur vie en «maison de repos», solution coûteuse pour la collectivité et souvent difficile à vivre pour les personnes âgées, de faciliter la vie des jeunes ménages et d'augmenter l'offre de logements locatifs à loyer modéré.

Au niveau national:

Suivant les pays, la répartition des compétences en terme de logement entre les autorités nationales et locales varie, mais le niveau national n'a souvent que des compétences très générales dans le domaine fiscal et pour ce qui est des normes de sécurité pour la construction. Pourtant les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle important en permettant aux acteurs locaux de se lancer dans des projets de logement intergénérationnel en s'assurant que le cadre légal national ne crée pas de difficultés, en encourageant les acteurs locaux à favoriser une plus grande mixité des âges dans leurs projets de logements sociaux et en offrant des services et un espace urbain adaptés à tous les groupes d'âge afin de favoriser aussi le mixage des générations dans les logements privés.

» **Incitants fiscaux et financiers**: Les autorités nationales peuvent aussi développer des incitants pour encourager les initiatives privées, par exemple par des réductions d'impôt accordées aux familles qui se lancent dans l'aventure du logement kangourou et accueillent une personne âgée chez eux, ou en offrant une aide

financière aux personnes âgées qui souhaitent remettre une partie de leur habitation en état pour pouvoir accueillir un étudiant, comme cela se fait par exemple pour les travaux d'isolation thermique.

» **Soutien du gouvernement fédéral allemand à l'habitat multigénérationnel**¹⁶:

En 2006, Ursula von der Leyen, ministre fédéral des Affaires familiales lançait un programme de soutien à l'habitat multigénérationnel. Aujourd'hui quelque 500 centres existent en Allemagne et offrent à leurs résidents des services d'accueil de jour, de conseil familial, et des services conçus pour tous les groupes d'âge. Ces projets visent à favoriser les interactions entre les résidents se trouvant dans les diverses phases de la vie, à encourager l'autonomie, à aider les enfants et les adolescents et à permettre aux personnes âgées de développer leurs capacités.

Au niveau européen

L'Union européenne n'a pas vraiment de compétences dans le domaine du logement, mais de nombreux programmes et instruments financiers européens peuvent aider les villes et régions à développer de nouvelles approches pour répondre aux défis démographiques, sociaux et environnementaux. Les Fonds structurels mentionnés dans le chapitre précédent peuvent être utiles. Les programmes de jumelages thématiques sont aussi des outils qui peuvent permettre l'échange d'expériences et de bonnes pratiques sur le thème du logement intergénérationnel. Le programme de recherche Sciences socio-économiques et Humanités¹⁷ offre aussi des possibilités de recherche sur le terrain. Enfin, au Parlement européen, l'Intergroupe Urban-Logement¹⁸ travaille

¹² <http://obrasocial.caixacatalunya.es/osocial/main.html?idioma=3>

¹³ <http://www.leparisolidaire.fr/>

¹⁴ http://www.accordages-intergeneration.com/_v4/menu-horizontal-haut/banque-experiences/habitat-services/habitat-encadre-qui-consiste-faire-cohabiter-dans-une-maison-amenagee-familles-immigrees-avec-enfants-personnes-agees-106.html

¹⁵ http://www.frw.be/fileadmin/user_upload/frw/publications/CT3_logement_intergeneration.pdf

¹⁶ http://www.fh-nordhausen.de/fileadmin/daten/internationales/IPW_2008/AP/Mikkonen1.pdf

¹⁷ http://ec.europa.eu/research/fp7/index_en.cfm?pg=huma

¹⁸ <http://www.urban-logement.eu/>



avec beaucoup de persévérance sur le thème en étroite coopération avec CECODHAS¹⁹ la coordination européenne des organismes d'habitat social.

» **Programmes européens pouvant être utiles:** Les programmes européens tels que les jumelages thématiques²⁰ et les panels citoyens²¹ gérés par la Direction générale Education et Culture, et le programme Sciences socio-économiques et Humanités²² géré par la DG Recherche, devraient permettre l'échange d'expérience et de bonnes pratiques dans le domaine du logement intergénérationnel afin d'ouvrir des possibilités de financement aux acteurs désireux de creuser la problématique et de bénéficier de l'expérience d'autres régions d'Europe.



Des plans de **mobilité** et des transports publics adaptés aux besoins de tous

Exposé du problème

Dans la plupart des villes, la mobilité devient un vrai casse-tête tant pour les conducteurs automobiles que les usagers de transports publics ou les piétons de tous âges. Le réseau de transports publics est ina-

dapté aux besoins de certains groupes, comme les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite. Le problème n'est pas seulement l'inaccessibilité des stations et matériel roulant, mais également les horaires mal adaptés aux besoins de certains groupes, la desserte mal répartie géographiquement, la brusquerie des chauffeurs qui rendent les trajets en bus délicats pour les personnes âgées, les abords des haltes dégradés, etc.

Conscients de leur mission d'intérêt général, les opérateurs de transports publics font pourtant de gros efforts pour s'adapter aux besoins des plus vulnérables. Les problèmes de mobilité sont une priorité pour les autorités publiques partout en Europe. Mais comment concilier les besoins des actifs confrontés à la pression du milieu du travail toujours plus speedé, des enfants qui ont besoin d'un environnement sûr pour pouvoir apprendre à se débrouiller seuls, des familles avec de jeunes enfants, des personnes âgées, etc. Les différents niveaux de pouvoir concernés devraient voir comment promouvoir l'usage des transports en commun en mettant en place une politique tarifaire qui n'oublie aucun groupe cible: jeunes, personnes âgées, familles, personnes isolées en situation d'exclusion sociale, etc.

Que peut-on faire

Au niveau local

De nombreuses autorités locales comprennent l'importance de la mobilité pour leur populations vieillissantes, mais souvent l'automobile garde la priorité sur les transports publics (peu de villes ont le courage d'imposer des couloirs réservés pour bus et taxis) et les besoins des usagers les plus vulnérables passent en deuxième plan. Les décideurs locaux

devraient donc chercher à prendre exemple sur les municipalités qui en ont fait une priorité et développer de nouvelles stratégies qui répondent à l'ensemble des besoins des usagers de l'espace public: usagers de transports publics, piétons, cyclistes, conducteurs automobiles, etc.

L'aide intergénérationnelle à la mobilité, c'est aussi ces nombreux bénévoles qui aident des personnes vulnérables à se déplacer en toute sécurité: jeunes et seniors aidant des personnes très âgées à faire leur shopping, à aller chez le médecin, etc. Seniors bénévoles enseignant la sécurité routière dans les écoles, les «young responsible drivers» qui se dévouent pour ramener les fêtards de tous âges chez eux lors de fêtes de fin d'année, etc. Les autorités publiques devraient soutenir ces initiatives car elles contribuent énormément à recréer de la solidarité entre citoyens et entre les générations et à améliorer la mobilité en toute sécurité de groupes particulièrement vulnérables.

» **Berlin – faciliter la mobilité de tous y compris les femmes:** La Ville de Berlin a décidé dans le cadre de son Demography Concept Berlin, de faire particulièrement attention aux besoins des enfants, des seniors, des personnes âgées, des familles et ... des femmes. En effet, ils ont remarqué que les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes besoins en terme de mobilité. Leur programme vise à réduire leurs désavantages en terme de mobilité, à promouvoir la mobilité en toute sécurité des enfants et des jeunes, à maintenir la mobilité des seniors et à aider les personnes avec un handicap.

» **Grenoble²³: une offre de mobilité adaptée à tous les besoins:** La Ville de Grenoble s'est fixé comme objectif d'accueillir un maximum d'usagers dans ses transports publics. Son nouveau tramway, accessible

aux personnes à mobilité réduite, est désormais également équipé pour les malvoyants. Parallèlement, un nouveau service original pour les zones isolées, Proxi'Tag, a été lancé. Ce service utilisable toute l'année du lundi au samedi (sauf jours fériés), s'adresse aux zones les moins peuplées et aux personnes âgées. Accessible à la tarification habituelle, les mini-bus fonctionnent sur simple réservation téléphonique. Ce système innovant complète les lignes de tramways et de bus qui desservent ses 26 communes, soit 400 000 habitants. Avec une croissance de plus de 27 % du nombre de passagers en six ans (74,2 millions en 2007 contre 58,2 millions en 2001), la Société d'économie mixte des transports publics de l'agglomération grenobloise (Semitag) peut être satisfaite de son développement d'autant plus que presque tous ses véhicules utilisent aujourd'hui une énergie «propre» (95% en 2007 contre 65 % en 2001).

Au niveau national

Les autorités nationales peuvent prendre de nombreuses initiatives pour promouvoir des transports publics accessibles et adaptés à tous, encourager, voire imposer des mesures pour garantir la sécurité aux abords des écoles et la sécurité des piétons en général, encourager l'usage des transports publics plutôt que la voiture en lançant des campagnes de sensibilisation et des incitants. Des transports publics accessibles et adaptés sont des éléments indispensables d'une communauté pour tous les âges car ils favorisent l'autonomie, mais aussi les occasions de contact et d'interaction entre groupes d'âge différents.

» **Belgique - Transport public gratuit pour les 65 ans et plus et les jeunes enfants:** Pour les enfants jusqu'à 6 ans et les 65 ans ou plus les transports en bus, trams et métro sont gratuits pour toute personne

¹⁹ <http://www.cecodhas.org/content/view/408/333/>

²⁰ http://ec.europa.eu/citizenship/programme-actions/doc30_en.htm

²¹ http://ec.europa.eu/citizenship/programme-actions/doc38_en.htm

²² http://ec.europa.eu/research/fp7/index_en.cfm?pg=huma

²³ <http://www.servirlepublic.fr/actualites/350/semitag--un-transport-accessible-a-tous>

domiciliée en Belgique. Les seniors reçoivent automatiquement une carte d'abonnement gratuit par la poste de la compagnie qui opère dans sa région. L'abonnement 65+ émis par l'un des trois opérateurs couvrant le pays est valable aussi sur les réseaux des deux autres permettant ainsi aux 65ans+ de voyager gratuitement dans toute la Belgique. Le fait de recevoir l'abonnement automatiquement lorsqu'on atteint 65 ans encourage de nombreux seniors à utiliser les transports publics plutôt que la voiture. Cela favorise la mobilité des seniors, en particulier ceux qui ont des revenus modestes et leur participation à des activités bénévoles, de babysitting pour leurs petits-enfants, etc.

Au niveau européen

Même si ses compétences sont limitées dans le domaine des transports, l'Union européenne fait beaucoup pour encourager le développement de transports publics écologiques et accessibles à tous dans la mesure où c'est un domaine qui a un impact direct sur la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne. Mais beaucoup reste à faire car les Etats membres ne parviennent à s'entendre pour décider une bonne fois pour toutes que les transports publics doivent devenir accessibles et adaptés à tous. Cette obligation ne s'applique qu'au transport transfrontalier: transport aérien et rail international au sein de l'Union européenne, mais pas au transport local.

» **URBAC**: Le programme URBAC²⁴ devrait favoriser l'échange de bonnes pratiques et la réflexion sur la mobilité pour tous et les initiatives encourageant la solidarité entre les générations dans la mobilité.



La solidarité intergénérationnelle dans les politiques familiales

Exposé du problème

Même si dans la plupart des États membres la famille reste la principale source de solidarité entre les générations, les politiques sociales ne sont plus toujours adaptées aux familles d'aujourd'hui. L'augmentation du taux d'emploi des femmes et de la mobilité des travailleurs ainsi que les nouvelles formes de familles (familles monoparentales, recomposées, éclatées, personnes vivant isolées, etc.) créent autant d'obstacles à la solidarité intergénérationnelle au sein de la famille. Peu de politiques reconnaissent et soutiennent le rôle de la famille dans la solidarité intergénérationnelle puisqu'elle est encore trop souvent considérée comme allant de soi et relevant uniquement de la sphère privée. Il est donc urgent de repenser les politiques familiales pour reconnaître le rôle des différentes générations dans la solidarité familiale et mieux répondre aux besoins des familles dans toute leur diversité en assurant une meilleure répartition des tâches entre hommes et femmes et entre les générations.

Que peut-on faire

Au niveau local

De nombreuses initiatives sont prises au niveau local,

souvent par la société civile, pour aider les familles en difficulté. Les autorités locales peuvent aussi mettre l'accent sur la création d'un environnement favorable aux familles: crèches, haltes garderies, parcs et activités récréatives visant les familles, activités basées sur la solidarité intergénérationnelle au sein de la famille (écoles des grands-parents, etc.).

Dixième famille: les familles aident les familles²⁵ (FR): Dixième famille.com est un réseau d'entraide fondé sur le parrainage social et citoyen: neuf familles de milieux très différents se rassemblent et associent leurs compétences pour accompagner une dixième famille en difficulté, une personne âgée, handicapée ou seule. Les familles s'engagent à donner de leur temps, au moins une demie heure à une journée par semaine. Cet accompagnement personnalisé via internet vise à offrir un soutien scolaire aux enfants, aider à la recherche d'emploi, offrir un soutien administratif et aider la famille en difficulté à meubler et à équiper son logement.

» **L'école des Grands-parents européens²⁶**: L'école des Grands-Parents européens cherche à favoriser les liens entre grands-parents et petits-enfants afin de permettre à chacun d'être une ressource pour l'autre et de créer des liens durables. Des activités en commun sont proposées, notamment des activités visant à promouvoir la solidarité entre les générations.

Au niveau national/régional

Les Etats membres devraient revoir leurs politiques familiales pour mieux répondre aux besoins des familles d'aujourd'hui et promouvoir plus de justice pour ceux qui s'engagent: congé parental ou congé pour soins à un proche, droits sociaux pour les femmes

s'occupant de membres de leurs familles dépendants, système d'assurance pour aider les personnes dépendantes à ne pas dépendre de leur famille, etc.

» **Conférence de la Famille 2006²⁷ - Pour la solidarité familiale: reconnaissance et soutien (FR)**

En juillet 2006, le gouvernement français lançait une conférence de la Famille sur le thème de la solidarité familiale. En France, plus de deux millions de personnes aident quotidiennement à domicile un parent âgé, dépendant ou handicapé. Parmi les mesures proposées figurent la création d'un congé de soutien familial, la mise en place de solutions de «répit», la création d'un statut de l'aidant familial, le développement de leur accompagnement et de leur formation. Ces mesures constituent une réelle reconnaissance du rôle des familles dans la prise en charge des personnes dépendantes. Des mesures concernent également les plus jeunes, comme le prêt à taux zéro pour tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans.

» **Loi réformant les droits de succession**

Dans plusieurs pays, la législation sur les droits de succession a été modifiée récemment pour favoriser notamment les legs altruistes des parents vivants envers leurs enfants afin de les aider à démarrer dans la vie ou à passer un cap difficile. Cela prend la forme de réduction des taxes sur succession en ligne directe.

Au niveau européen

» **L'Alliance européenne de la Famille**

Pour aider les Etats membres à relever les défis liés aux changements démographiques, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont créé l'Alliance européenne pour les familles lors Sommet européen des 8 et 9 mars 2007.

²⁴ <http://urbact.eu/fr/poles-thematiques/developpement-urbain-durable/presentation-du-pole.html>

²⁵ <http://www.dixiemefamille.com/index.php>

²⁶ http://www.egpe.org/ALLO/6_2intergeneration.htm

²⁷ http://www.unaf.fr/article.php3?id_article=3814

L'objectif de l'alliance consiste à favoriser l'échange d'idées et de vues entre les Etats membres, à donner des impulsions pour créer un environnement favorable aux familles et à promouvoir la coopération et un apprentissage réciproque dans l'Union européenne. L'Alliance européenne pour les familles devrait apporter une contribution importante à la mise en oeuvre de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance économique et l'emploi, pour un développement démographique durable, pour le renforcement de la cohésion sociale et pour l'égalité en droit des femmes et des hommes.



La solidarité intergénérationnelle dans la prise en charge des personnes dépendantes

Exposé du problème

Avec le vieillissement de la population, le nombre de personnes dépendantes augmente rapidement. En même temps, le nombre de personnes disponibles pour les aider diminue. Même si les jeunes pères s'occupent de plus en plus de leurs jeunes enfants en dehors des heures de crèche ou d'école, c'est sur les femmes que retombe encore souvent la responsabilité de la prise en charge des enfants ou petits-enfants et des parents âgés. Dans le chapitre précédent sur les

politiques familiales, nous avons déjà abordé la prise en charge des personnes dépendantes par les aidants proches. Ici, nous abordons leur prise en charge par des tiers, soignants professionnels et bénévoles.

Que peut-on faire

Au niveau local

C'est essentiellement au niveau local que reposent les compétences pour la prise en charge des personnes dépendantes, qu'elle soit organisée par les autorités publiques, des organisations à but non lucratif ou des groupes de bénévoles. C'est un domaine dans lequel on trouve de nombreuses initiatives reposant sur l'engagement de bénévoles de tous âges qui se dévouent pour améliorer les conditions de vie de personnes vulnérables lorsque leur prise en charge n'est pas assurée par le système de protection sociale.

La crise actuelle et son impact sur les finances publiques locales va accentuer les difficultés des autorités locales à répondre aux besoins de leur population dépendante et de nouvelles formes de solidarité vont devoir se développer pour que la charge ne retombe pas entièrement sur les familles souvent déjà débordées.

Des initiatives intéressantes ont déjà vu le jour pour palier les manques de structures de prise en charge et favoriser le maintien à domicile. Les autorités locales devraient promouvoir ce type d'activités et aider à recruter des bénévoles.

» Le Baluchon Alzheimer²⁸: une idée partie du Canada et qui essaime en Europe

Les familles souhaitent en général garder leur proche atteint de la maladie d'Alzheimer le plus longtemps possible à domicile. Divers services de répit comme les centres de jour ou encore, le gardiennage de quelques heures existent déjà depuis plusieurs années.

Cependant, lorsque les aidants ressentent le besoin d'un repos physique et psychologique de quelques jours, le seul service qui leur soit offert est celui de l'hébergement temporaire, fourni majoritairement par des centres de soins de longue durée, une solution très perturbante pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

C'est pour répondre aux besoins des aidants proches qu'est née l'initiative Baluchon afin de leur permettre de prendre du répit en toute tranquillité durant une ou deux semaines sans avoir à transférer leur proche dans un autre milieu que son domicile, et de les soutenir dans l'accompagnement de leur proche en leur proposant des stratégies d'intervention adaptées à leur propre situation et en leur fournissant une évaluation des capacités cognitives et de l'autonomie fonctionnelle de leur proche. Un bénévole formé vient à domicile s'occuper du malade pendant l'absence de sa famille.

» L'enfant @ l'hôpital²⁹: L'association «L'enfant@hôpital» est une structure légère mais ramifiée dans de nombreuses régions de France. Les bénévoles de l'association accompagnent les enfants séjournant dans une cinquantaine de services pédiatriques de 35 hôpitaux, mais également dans des centres de rééducation et des CLIS (Centre d'Intégration Scolaire). L'aide de bénévoles aux enfants ou adultes hospitalisés est une forme très répandue de solidarité intergénérationnelle qui permet d'offrir des moments de détente aux personnes en souffrance et un peu de répit à leurs familles.

Au niveau national

Les autorités nationales ont aussi un grand rôle à jouer pour créer un environnement politique et financier favorable au développement de mesures innovantes

permettant de répondre de façon adéquate aux besoins de toutes les personnes dépendantes. Dans le cadre de la méthode ouverte de coordination dans le domaine des soins de longue durée, les Etats membres devraient adopter une approche basée sur la solidarité intergénérationnelle et s'inspirer des bonnes pratiques tant pour assurer le financement à long terme que pour garantir la qualité des soins.

» **Bulgarie: nouvelle stratégie pour la solidarité intergénérationnelle:** A l'occasion de la première Journée européenne le 29 avril 2009, la Bulgarie va lancer une nouvelle Stratégie en faveur de la solidarité intergénérationnelle. Le nombre des personnes âgées et surtout des 70 ans et plus vivant seul augmente. Parmi elles, les personnes ayant perdu leur autonomie et ayant besoin de soins augmente. Mais en raison du prolongement de la vie active et de la grande mobilité des travailleurs, de nombreuses familles ont des difficultés aujourd'hui pour prendre soin de leurs parents âgés. Il devient donc urgent de développer des services sociaux adaptés à cette demande et de promouvoir des réseaux de solidarité autour des personnes vieillissantes. Le gouvernement bulgare lance donc cette stratégie dans le but de mieux partager les responsabilités relatives à la prise en charge des personnes âgées dépendantes, favoriser l'inclusion active des retraités dans des activités de bénévolat axées sur la solidarité et l'aide aux personnes très âgées, mettre en place des mesures qui favoriseront la transmission de l'expérience des personnes âgées vers les plus jeunes, sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des personnes âgées.

» **La Croix rouge, un exemple de solidarité intergénérationnelle dans la prise en charge des personnes dépendantes dans l'urgence et au quotidien:**

²⁸ <http://www.baluchonalzheimer.com>

²⁹ <http://www.enfant-hopital.org/spip.php?rubrique3>

La Croix rouge s'occupe non seulement de l'aide d'urgence, mais aussi de la prise en charge des personnes dépendantes au quotidien. Comme le souligne le Rapport sur les catastrophes dans le monde 2004, les Sociétés de la Croix-Rouge espagnole et française³⁰ se sont révélées bien mieux préparées à la crise de l'été 2003 que leurs autorités sanitaires nationales, et elles ont assuré des services vitaux en distribuant de l'eau et des ventilateurs, en visitant à domicile des personnes vulnérables, en fournissant une assistance en milieu hospitalier ainsi qu'en diffusant de précieuses informations et recommandations par le biais de permanences et autres centrales téléphoniques. Cette contribution a été reconnue par les gouvernements des deux pays, ce qui a valu aux Sociétés nationales d'être étroitement associées à l'élaboration des plans d'intervention d'urgence nationaux en prévision de futures canicules. En considération de son implantation communautaire, la Croix-Rouge a notamment été invitée à identifier les groupes particulièrement vulnérables et à mettre en place à leur intention des services similaires à ceux assurés durant l'été 2003. Par ailleurs la Croix rouge espagnole offre aussi grâce à ses nombreux bénévoles de tous âges toute une série de services d'aide aux personnes âgées dépendantes: soutien à la vie autonome à domicile, téléassistance, transport adapté, centres de jour, aide aux familles, services d'assistance continue pour les personnes ayant besoin d'aide 24h sur 24, promotion d'un environnement salubre, etc.

» **Danemark - programme gouvernemental de soutien aux projets pilotes TIC et vieillissement:** Le Ministère danois des Finances vient de lancer un programme qui vise à financer des projets pilotes qui utiliseront les nouvelles technologies pour mieux répondre aux besoins des personnes âgées dépendantes et créer

de meilleures conditions de travail pour le personnel soignant. Ce programme a pour objectif de renforcer l'autonomie des personnes âgées dépendantes tout en créant une filière professionnelle attractive pour les jeunes basée sur de nouvelles relations intergénérationnelles entre soignant et personne âgée dépendante.

Au niveau européen

Au niveau européen, toute une réflexion a lieu dans le cadre de la Méthode ouverte de coordination sur les moyens de répondre aux besoins des personnes dépendantes. La Commission coordonne l'échange de bonnes pratiques dans la prestation de soins de longue durée, mais aussi dans le soutien aux familles et soignants informels.

» **Programme Ageing Well:** En juin 2007, la Commission européenne a lancé son plan d'action Bien Vieillir (Ageing Well³¹) pour aider les personnes âgées à vivre de façon plus autonome et à rester actifs plus longtemps. Avec ce programme, la Commission veut notamment encourager le recours aux nouvelles technologies pour aider les personnes âgées à rester actives dans l'emploi, à la maison et dans leur communauté. Ce programme devrait aider à améliorer la qualité de vie des personnes âgées dépendantes, de leurs aidants et familles, créer de nouvelles opportunités pour l'industrie des nouvelles technologies et personnaliser les soins de santé et services sociaux.

» **Campagne «Who Cares» du Lobby européen des Femmes³²:** En mai 2006, le Lobby européen des Femmes a lancé une campagne sur la prise en charge des personnes dépendantes «Who Cares?». Cette campagne préconise la mise à disposition de services de prise en charge des personnes dépendantes, abor-

dables, accessibles et de haute qualité pour toutes les personnes dépendantes, disponibles pour tous les femmes et les hommes quelle que soit leur situation financière.

Dans le cadre de cette campagne, le LEF a rédigé une Prise de position sur la prise en charge des personnes dépendantes qui couvre une série de thèmes qui doivent être abordés pour traiter cette question de façon globale dans la société européenne: 1) Stéréotypes de genre et prise en charge des personnes dépendantes; 2) L'économie de la prise en charge des personnes dépendantes: la fourniture de services abordables; 3) Travail de qualité et services de qualité: la prise en charge des personnes dépendantes et le marché du travail; 4) Le cas des travailleur-se-s domestiques migrant-e-s et enfin 5) Politiques de l'Union européenne et prise en charge des personnes dépendantes



La solidarité intergénérationnelle dans la garantie à des ressources suffisantes pour une vie décente à tout âge


Exposé du problème

S'il est un sujet capable de mettre le feu aux poudres aujourd'hui, c'est bien celui du revenu adéquat qu'il faudrait pouvoir garantir à tout âge: lutte contre la pauvreté des enfants, revenu professionnel minimum, allocations chômage, retraites. Avec la crise, la tension entre les générations sur les questions de financement des retraites risque de s'amplifier et de tourner au vinaigre si on ne crée pas d'occasions de discuter sereinement de ces questions entre groupes concernés. Mais peu osent le débat, et aujourd'hui encore moins, car personne ne sait de quoi demain sera fait. Devant l'effondrement des marchés financiers, il est difficile de trouver la bonne solution qui permettra de garantir un revenu décent à ceux qui sont déjà retraités et aux cohortes qui atteignent aujourd'hui l'âge de la pension après une vie bien remplie et qui espèrent, en toute légitimité, pouvoir profiter de leur retraite sans avoir de souci à se faire pour leurs vieux jours. En même temps, peut-on encore attendre de ceux qui sont en âge de travailler aujourd'hui qu'ils prennent en charge toutes les personnes dépendantes alors même que leur emploi est menacé et que leur avenir est incertain? N'est-ce pas le moment de réfléchir aux moyens qui nous permettront de

³⁰ <http://www.ifrc.org/fr/docs/news/04/04102801/>

³¹ http://ec.europa.eu/information_society/activities/einclusion/policy/ageing/action_plan/index_en.htm

³² http://www.womenlobby.org/site/1abstract.asp?DocID=1693&v1ID=&RevID=&namePage=&pageParent=&DocID_sousmenu=



retrouver une plus grande solidarité entre citoyens, entre générations, entre riches et pauvres, entre chanceux et malchanceux, entre bien-portants et malades...

Avec la crise actuelle, la précarité va aller s'accroissant dans les années qui viennent et il deviendra urgent de trouver des solutions pour venir en aide aux plus démunis de tous âges: jeunes ne parvenant pas à acquérir leur autonomie financière, travailleurs confrontés au chômage de longue durée, personnes âgées qui voient fondre leur pension et leurs économies. Les restos du cœur, banques alimentaires et autres services qui distribuent des repas aux plus démunis voient arriver de plus en plus de jeunes, de familles monoparentales et de personnes âgées.

Que peut-on faire

Au niveau local

» **Comment se débrouiller ensemble avec moins de ressources:** C'est souvent aux autorités locales qu'incombe la tâche de répondre aux besoins de tous les malchanceux touchés par la crise, mais ce n'est pas pour cela que leurs moyens financiers seront adaptés. Face aux difficultés croissantes que rencontrent de nombreuses familles et personnes isolées de tous âges, on voit des initiatives se développer qui visent à redonner aux groupes les plus touchés un meilleur «pouvoir d'achat» en groupant les commandes pour obtenir un meilleur prix, en recourant au troc y compris pour l'échange de services, en s'entraïdant entre voisins, etc. C'est un domaine dans lequel on devrait voir la solidarité interpersonnelle et intergénérationnelle se développer dans les années à venir et nous espérons que les décideurs locaux (autorités publiques, entreprise locales, etc.) les soutiendront, notamment en réglant l'incertitude juridique qui flotte autour du troc et de l'entraide entre voisins car

certaines les dénoncent comme une forme de travail au noir, ce qui n'est bien sûr pas l'objectif de ces initiatives qui permettent à de nombreuses personnes en situation précaire de trouver l'aide dont ils ont besoin et qu'ils ne pourraient pas se payer.

Au niveau national

Vu le contexte économique actuel et l'endettement croissant des gouvernements nationaux, certains pourraient être tentés de réduire les dépenses publiques de soutien aux plus démunis en arguant qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat. Comment dès lors, en période de récession et de vieillissement démographique garantir à chacun des ressources suffisantes pour vivre décemment?

» **Prolongation de la vie professionnelle: faut-il maintenir l'âge obligatoire de départ à la retraite?** Puisqu'il va devenir de plus en plus difficile d'assurer le financement à long terme des retraites par répartition en raison du vieillissement de la population et du nombre décroissant d'actifs, l'une des solutions est d'accroître la durée de la vie professionnelle. Cela concerne les jeunes, qui doivent pouvoir entrer dans la vie active plus vite sans devoir perdre quelques années en recherche d'emploi et petits boulots mal payés, mais aussi les seniors, qui doivent pouvoir se maintenir dans l'emploi et continuer s'ils le souhaitent au-delà de l'âge de la retraite. Quid donc de l'âge obligatoire de départ à la retraite? Est-ce encore justifié dans le contexte actuel et en vertu de la solidarité entre les générations de pousser les seniors hors de l'emploi alors qu'un nombre croissant d'entre eux souhaiteraient pouvoir continuer? Puisque l'arrêt de la Cour européenne de Justice sur le cas Heyday³³ laisse aux Etats membres le soin de décider si les limites d'âge obligatoires pour le départ à la retraite sont

permises, les gouvernements ne devraient-ils pas réfléchir au bien-fondé de ces décisions et engager un débat au niveau national sur l'âge de la retraite et la possibilité de combiner pension et vie professionnelle?

» **Un revenu minimum décent pour tous:** S'il est un sujet qui fâche nombre de gouvernements nationaux en Europe, c'est le revenu minimum garanti, certains considérant ce filet de sauvetage comme un incitant au chômage (pourquoi travailler puisque l'Etat vous garantit un revenu minimum). Mais dans le contexte de récession actuel le revenu minimum ne serait-il pas plutôt un outil de relance de la consommation et de promotion de la cohésion sociale? Un sujet qui mérite bien un débat national avec toutes les parties concernées, y compris les organisations représentant les groupes les plus vulnérables, c.-à-d. les associations de jeunes, de femmes, de migrants, de personnes handicapées, de personnes âgées. Nous espérons que les gouvernements nationaux saisiront l'occasion de l'Année européenne de lutte contre la Pauvreté et l'exclusion sociale en 2010 pour organiser de tels débats et en tirer les conclusions politiques nécessaires pour garantir à tous un revenu minimum permettant à chacun de vivre décemment (voir paragraphe suivant 2010: Année européenne de lutte contre la pauvreté).

Au niveau européen

Même si l'Union européenne ne peut rien faire pour garantir à chaque citoyen résidant sur son territoire des ressources suffisantes pour vivre décemment, la Commission suit de près l'évolution de la pauvreté en Europe et attire l'attention des gouvernements nationaux sur les difficultés que rencontrent notamment les enfants et jeunes, les familles monoparentales et les personnes âgées.

» **2010: Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.** Début 2008 la présidence slovène de l'Union européenne a réussi à faire adopter par le Conseil la proposition de déclarer 2010 Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les travaux préparatoires ont commencé. Nous espérons que cette Année européenne abordera les thèmes tels que la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, l'impact de la pauvreté sur la capacité des générations à s'entraider, etc.



La solidarité intergénérationnelle dans l'emploi

Exposé du problème

Déjà avant la crise actuelle, les travailleurs âgés et les jeunes étaient les premiers à pâtir des restructurations et leurs taux de chômage étaient plus élevés que pour les tranches d'âge intermédiaires. Les pré-retraites préconisées dans les années 80 comme une solution au chômage des jeunes n'ont pas permis aux jeunes d'accéder à l'emploi. Bien au contraire, dans les pays qui y ont recouru, le taux de chômage des jeunes et des travailleurs âgés est resté préoccupant et ce sont les pays qui avaient misé sur des politiques d'emploi visant l'ensemble des groupes d'âge qui ont le mieux réussi.

³³ <http://curia.europa.eu/en/actu/communiqués/cp09/aff/cp090019en.pdf>



Aujourd'hui ces deux groupes sont encore plus fragilisés par la récession qui s'étend en Europe. **Lors des fermetures massives d'emploi, ce sont les plus jeunes souvent intérimaires, ainsi que les travailleurs proches de la retraite qui sont licenciés les premiers.** Les femmes rencontrent aussi toujours plus de difficultés sur le marché de l'emploi que les hommes, à formation et compétences égales, en raison de leurs obligations familiales (enfants à charge et/ou soins à un parent âgé dépendant).

Que peut-on faire

Au niveau local

Les acteurs locaux (autorités locales, agences locales de l'emploi, associations de bénévoles, syndicats) devraient travailler plus étroitement ensemble pour explorer de nouvelles formes de coopération en vue de lever les barrières qui empêchent certains groupes d'accéder à l'emploi: jeunes, travailleurs âgés, ceux qui ont des charges familiales accrues, etc. Trop souvent ces acteurs travaillent seuls et non en partenariat limitant ainsi leur impact et chances de réussir.

» **Les services intégrés d'aide aux travailleurs ayant des personnes à charge:** De nombreuses initiatives se sont développées pour permettre aux familles avec de jeunes enfants de concilier vie familiale et vie professionnelle. Mais certains cherchent à aller au-delà de l'ouverture de places en crèche et offrent des services intégrés alliant prise en charge des enfants en bas âge, garderies après l'école, services de lavage et repassage du linge, services de courses, etc. Ces services augmentent l'offre d'emploi local et permettent aux employés d'être plus disponibles et plus productifs, gagnant ainsi en qualité de vie en travail et dans leur vie privée.

» **Le job sharing par choix:** Certaines initiatives publiques ou du secteur associatif ont vu le jour ces

dernières années et visent à aider les personnes cherchant un temps partiel à se partager un temps plein, par exemple deux personnes se partageant un temps plein ou 3 personnes se partageant deux temps plein. Ce qu'on appelle le «job sharing» s'organise soit au niveau de l'entreprise (l'employeur essaie de répondre à la demande d'employés qui souhaitent passer à un temps partiel alors qu'aucun poste à temps partiel n'est prévu dans l'entreprise; soit d'un secteur (une agence regroupe les demandeurs par profil et les aide à solliciter un temps plein ensemble). Avec la tendance actuelle de reporter sur les citoyens une partie de la responsabilité de la prise en charge de la dépendance, on devrait voir la demande en job sharing augmenter car, à part aux Pays-Bas où le temps partiel est très répandu tant chez les hommes que chez les femmes, dans la plupart des pays de l'Union européenne, les employeurs continuent à préférer organiser leur main d'œuvre sur base de temps plein.

» **Le job sharing par solidarité:** Avec la crise actuelle, on voit aussi une nouvelle forme de solidarité se développer dans l'objectif d'éviter des licenciements: le job sharing par solidarité. Si une réduction d'emploi devient inévitable, plutôt que de laisser des collègues partir au chômage, les employés se mettent d'accord pour réduire leur temps de travail collectivement avec salaire réduit en proportion. C'est un bel exemple de solidarité entre les générations car cela permet aux plus vulnérables (travailleurs âgés et jeunes) de conserver leur emploi en période de conjoncture défavorable.

» **Le mentorat:** Depuis quelques années aussi, un autre modèle de partage du travail s'est développé, le mentorat. Ici l'objectif est de permettre aux travailleurs âgés et aux jeunes retraités de transmettre leurs compétences à des plus jeunes. Le mentorat s'accompagne aussi souvent d'une introduction du



jeune au réseau social et professionnel de l'ainé, une aide très précieuse dans beaucoup de métiers où les contacts sont indispensables. Ce type de bénévolat est très prisé des cadres qui viennent de prendre leur retraite car il leur permet de continuer à utiliser leurs compétences professionnelles et de garder un pied dans le milieu du travail.

» **Le compagnonnage:** Des artisans à la retraite apprennent à des jeunes les ficelles du métier et cherchent ainsi à transmettre leur savoir et l'amour du travail bien fait aux générations suivantes. Suivant les projets, des menuisiers, ébénistes, maçons, électriciens, etc. qui ont souvent appris leur métier sur le tas, cherchent à aider des jeunes, parfois en difficulté scolaire, à trouver leur vocation.

Au niveau national

Les gouvernements nationaux sont confrontés à une conjoncture économique défavorable qui rend leur réponse au vieillissement démographique encore plus problématique. Certes ils ont déjà depuis quelques années pris des mesures pour promouvoir l'emploi des jeunes, des femmes et des seniors, mais beaucoup reste à faire et la tendance positive qu'on avait pu noter encore à la mi 2008 avec notamment une forte augmentation du taux d'emploi des femmes, s'est malheureusement renversée fin 2008 et le chômage est reparti à la hausse.

Comment dès lors prolonger la durée moyenne de vie professionnelle dans le contexte de récession et de licenciements massifs que nous connaissons aujourd'hui? Comment relancer l'emploi et développer de nouvelles filières dans des secteurs potentiellement porteurs d'emploi comme les services à la personne? Comment mieux compenser les personnes qui pren-

nent en charge les membres dépendants de leur famille (enfants, personnes handicapées ou âgées) pour éviter qu'elles ne soient pénalisées sur le marché du travail en raison de leur contribution à la solidarité intergénérationnelle?

» Programme pilote du gouvernement danois: les nouvelles technologies au service des personnes âgées dépendantes et de leurs aidants

Le Ministère des Finances danois vient de lancer un programme pour la mise en place de partenariats privés-publics utilisant les nouvelles technologies pour mieux répondre aux besoins des personnes âgées dépendantes tout en améliorant les conditions de travail du personnel soignant. Avec ce programme, le gouvernement danois espère encourager les jeunes à s'engager dans la filière des soins à la personne et trouver des solutions innovantes qui favoriseront le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes en leur offrant des services de qualité.

» Centrica: Politique de gestion des âges³⁴ (UK)

Centrica, grand distributeur de gaz au Royaume Uni, cherche à favoriser la mixité des âges dans sa main d'oeuvre en mettant en place diverses mesures telles que Age Action Group (groupe d'action Age) qui rassemble les managers des diverses unités pour voir ensemble comment mieux répondre aux besoins de leur main d'oeuvre vieillissante. Ils ont ainsi développé un programme de sensibilisation à la gestion des âges, des conditions de travail flexibles et un réseau de membres du personnel ayant des obligations familiales, des équipes d'âge divers et des possibilités de mentoring. Ils considèrent que la mixité des âges permet aux membres du personnel de groupes d'âge différents de s'enrichir mutuellement.

³⁴ <http://www.olderworkers.eu/media/File/centrica.pdf>

³⁵ www.businessandsociety.be

» **Votre matière grise, votre matière première – Gestion des âges³⁵: un atout pour l'entreprise** (BE) Les liens entre rétention et motivation des employés de plus de 50 ans, la gestion de l'entreprise à long terme et la responsabilité sociétale des entreprises apparaissent de plus en plus clairement. Pour beaucoup d'entreprises, une gestion des âges avec une attention particulière pour les travailleurs plus âgés, la formation continue, le transfert des compétences entre générations et la mobilité interne est prioritaire. En partenariat avec ICHEC-Entreprises et avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin, Business & Society (B&S) organise le 28 avril 2009 un colloque sur le thème de la gestion des âges en entreprises. Cet événement marque l'aboutissement d'un groupe de travail de B&S auquel une vingtaine d'entreprises ont participé pendant plus d'un an.

Au niveau européen

L'emploi est une compétence partagée entre les institutions européennes et les Etats membres. De nombreuses décisions sont prises au niveau européen dans le domaine de la libre circulation des travailleurs, de la reconnaissance des qualifications, de la promotion de l'emploi de qualité pour tous, de la sécurité et l'hygiène au travail, de l'égalité entre hommes et femmes et de la non discrimination dans l'accès à l'emploi et à la formation continue.

Le 10 décembre 2008, le Parlement européen adoptait un **rapport³⁶ sur la non discrimination basée sur le sexe et la solidarité entre les générations** dans lequel il fait une série de recommandations et invite la Commission à présenter des initiatives concrètes pour valider les compétences acquises dans l'exercice de tâches d'éducation, de services aux personnes dépendantes et de gestion ménagère de telle sorte que ces com-

pétences puissent être prises en compte au moment de la réinsertion sur le marché de l'emploi. Le Parlement européen rappelle aussi combien l'évaluation des compétences transversales fait partie intégrante de ce que l'on appelle le "bilan des compétences", selon les meilleures traditions des expériences nationales portant sur les systèmes de rencontre entre l'offre et la demande de travail.



Initiatives citoyennes en faveur de la solidarité intergénérationnelle

Exposé du problème

S'il est un domaine où l'intergénérationnel est souvent présent, c'est bien dans les activités citoyennes de proximité. Fête annuelle ou brocante de quartier, journées portes ouvertes dans les écoles et les homes pour personnes âgées, défilé de carnaval, écoles des devoirs, artisanat ou chorale de quartier, clubs de sport amateurs, nettoyage collectif des zones publiques, Journée des voisins, fancyfair à l'école, etc. Les exemples ne manquent pas et tous poursuivent un même but: encourager les personnes vivant dans un même quartier à mieux se connaître afin que se développe un sentiment d'appartenance

à une communauté et de solidarité entre les membres de cette communauté.

Mais dans les grandes agglomérations l'anonymat est difficile à vaincre et ce sentiment de communauté ne se développe pas naturellement. Cela demande l'impulsion de personnes particulièrement motivées. Les organisations de solidarité opèrent dans une société européenne en pleine mutation et ont besoin de médiation et de structures pour établir un dialogue civil constructif et efficace.

Que peut-on faire

Au niveau local

Les acteurs locaux (autorités locales, associations, groupes de volontaires, etc.) peuvent faire beaucoup pour créer un environnement local plus solidaire grâce à leur connaissance du terrain et des besoins des personnes vivant dans cette communauté. Parfois mais pas toujours, un petit coup de pouce financier des autorités publiques est nécessaire pour permettre à l'initiative de décoller. Permettre aux citoyens de contribuer au développement de leur communauté devrait être une grande priorité des autorités locales et leur plan d'action devrait encourager les initiatives citoyennes et bénévoles qui favorisent les interactions et la solidarité entre les générations et entre groupes sociaux et cultures.

» **La Fête des Voisins se célèbre maintenant à travers l'UE³⁷**: la Fête Européenne des Voisins, est une initiative de la Fédération Européenne des Solidarités de Proximité (F.E.S.P.) qui a pour vocation de promouvoir les solidarités de voisinage dans toute l'Europe, de développer des réseaux d'échanges sur ces bonnes pratiques, de créer une dynamique européenne qui favorise le lien social et le "mieux-vivre ensemble". La

dernière édition de la Fête des Voisins s'est déroulée le 27 mai 2008 dans 29 pays, dont 20 pays de l'Union européenne, rassemblant 8 millions de participants. Cette année un millier de mairies, bailleurs sociaux et associations sont partenaires officiels de la Fête dans le monde. Partout la même bonne humeur, des rencontres et des partages, des rires et de la joie. Si elle ne traite pas de question de logement à proprement parler, cette initiative a l'originalité de promouvoir une meilleure cohabitation et de recréer un esprit de quartier, renforçant ainsi tout au long de l'année la solidarité entre voisins au bénéfice de tous, petits et grands.

» **Fálte Isteach: des seniors aident des immigrants nouvellement arrivés à s'intégrer en leur donnant des cours de langue (IE)**

Fálte Isteach est une initiative lancée par la Third Age Foundation en Irlande en réponse aux difficultés que les immigrants nouvellement arrivés rencontrent dans leur vie quotidienne en raison de leur manque de connaissance de l'anglais. Des seniors mettent à profit leurs connaissances et expériences pour accueillir ces jeunes et les aider à s'intégrer dans la communauté et dans le marché de l'emploi. Lancé à Summerhill, petit village de campagne, cette initiative est maintenant en train de s'étendre à travers toute l'Irlande.

Au niveau national

Les autorités nationales peuvent prendre des mesures pour encourager les initiatives citoyennes et le volontariat, y compris le volontariat intergénérationnel en levant les barrières qui empêchent de nombreuses personnes de s'engager: barrières légales, administratives et financières. Les gouvernements nationaux devraient aussi soutenir activement la proposition de déclarer 2011 Année européenne du Volontariat (voir paragraphe suivant).

³⁶ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A6-2008-0492+0+DOC+XML+V0//FR>

³⁷ <http://www.european-neighbours-day.com/fr>

» **Programme allemand en faveur du volontariat intergénérationnel**³⁸: En 2005, le gouvernement fédéral allemand a décidé de promouvoir le volontariat intergénérationnel. Ce programme pilote encourage des mesures dans les domaines suivants:

- Aide aux enfants, aux jeunes et aux familles défavorisés;
- Nouvelles prolongations/allocations pour bénévoles travaillant dans des institutions;
- Mise en réseau et amélioration de la qualité du travail bénévole;
- Assistance inter-génération;
- Services bénévoles dans une perspective internationale;
- Protection de l'environnement et de la nature.

Au niveau européen

Au niveau européen plusieurs programmes peuvent aider à soutenir des initiatives citoyennes intergénérationnelles notamment:

Le **programme Grundvig de soutien aux bénévoles âgés**³⁹ qui permet la mise en place d'échanges de seniors bénévoles;

Le **programme Europe pour les citoyens**⁴⁰ qui permet d'organiser des panels citoyens impliquant des groupes de pays différents sur des thèmes proches de leur quotidien;



Journée européenne de la Solidarité et de la Coopération entre les Générations à fêter le 29 avril

les journaux, etc. Le tout est que chacun s'investisse dans la mesure de ses moyens et profite de la Journée pour sensibiliser l'opinion et les politiques au besoin d'une plus grande solidarité entre les générations.

Où en sommes-nous

Nous avons commencé à recueillir des informations sur les diverses initiatives prises à travers l'UE sur ce thème et nous continuerons à les publier sur notre site. Nous espérons ainsi aider à mieux faire connaître ce qui se passe dans d'autres régions et pays d'Europe et, d'année en année, parvenir à faire de la Journée européenne un véritable outil de sensibilisation au service des millions d'acteurs locaux qui oeuvrent pour une société plus solidaire, plus inclusive et plus juste. Nous avons également préparé un dossier de presse pour nous/vous aider à attirer l'attention des médias.

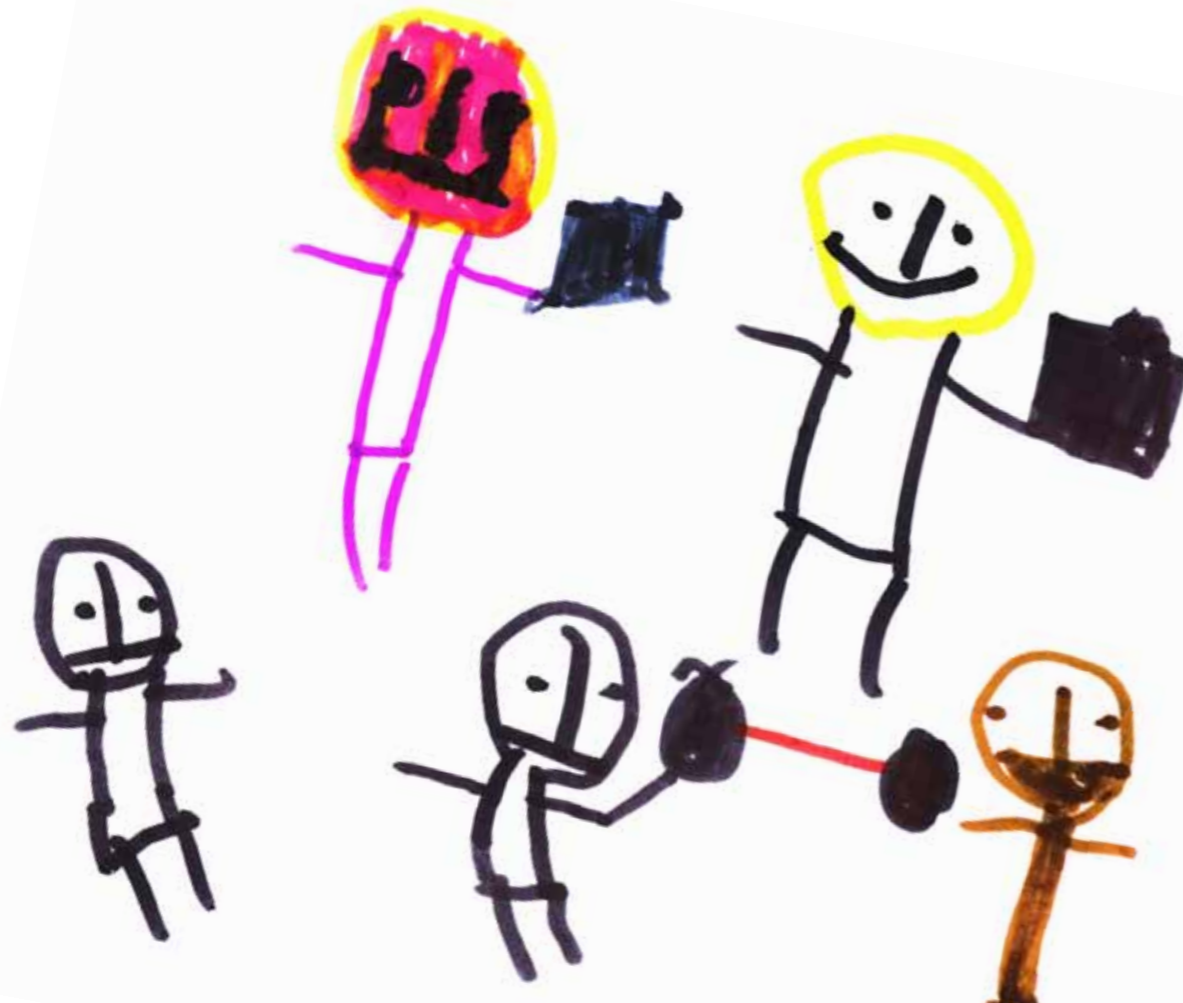
Par ailleurs la Commission européenne prépare une vidéo destinée aux chaînes de télévision qui sera lancée fin avril. La Commission publiera également une enquête Euroflash survey (mini Eurobaromètre) sur les relations entre les générations pour marquer la Journée 2009.

Si vous êtes intéressé(e) d'en savoir plus ou si vous voulez partager votre expérience avec nous, nous vous invitons à visiter notre page web dédiée à la Journée européenne www.age-platform.org et à nous contacter (info@age-platform.org).

Convaincus du besoin d'encourager un changement politique et sociétal, AGE, le Forum européen de la Jeunesse, le Lobby européen des Femmes, AIM, AEIP et CECODHAS ont décidé de lancer une campagne afin de sensibiliser l'opinion et les décideurs politiques à l'urgence de revoir notre façon de vivre ensemble. Pour cela, nous avons décidé de soutenir ensemble la Journée européenne de la Solidarité entre les Générations et d'encourager tous les acteurs pertinents à organiser quelque chose autour de cette Journée qui doit être l'occasion de faire connaître ce que chacun fait tout au long de l'année dans le domaine de l'intergénérationnel.

A qui s'adresse notre campagne

Notre campagne s'adresse non seulement à nos organisations membres, mais aussi à toutes les parties intéressées afin de les encourager à organiser des activités pour faire connaître leur travail quotidien: journées portes ouvertes, présentation de projets intergénérationnels, débats avec les politiques locaux ou nationaux et des groupes de la société civile (associations de jeunes, de femmes et des personnes âgées), interviews radio ou télévision, articles dans



³⁸ P. 7 : <http://www.bagso.org/Seniorenreport%20FR%20Endfassung%20neu.pdf>

³⁹ http://ec.europa.eu/education/grundtvig/doc986_en.htm (en anglais seulement)

⁴⁰ http://ec.europa.eu/citizenship/index_fr.htm



Année européenne du Vieillessement actif et de la solidarité intergénérationnelle - 2012

Lors de la conférence de la Présidence slovène d'avril 2008, Vladimir Špidla, Commissaire européen pour l'Emploi, les Affaires sociales et l'Égalité des Chances, convaincu de l'importance du sujet, a déclaré devant un auditoire enthousiaste qu'il proposerait que 2012 soit déclarée Année européenne du vieillissement actif et de la Solidarité intergénérationnelle.

Que veut dire une Année européenne

Pour qu'une Année européenne soit lancée officiellement, il faut une proposition de la Commission européenne suivie d'un accord du Conseil (les ministres nationaux concernés) et de l'approbation du Parlement européen qui en vote le budget. C'est un processus décisionnel qui prend plusieurs années puisque cela veut dire que chaque institution doit s'engager à faire quelque chose de concret et qu'un budget conséquent doit être dégagé au niveau européen, mais aussi national pour financer des activités comme un programme de sensibilisation au niveau européen et national, soutien financier à des initiatives au niveau européen, national et local, propositions d'initiatives politiques (nouveau programme européen, nouvelle législation, nouveaux objectifs politiques, etc.).

La proposition pour 2012 est bien engagée

Un an après la conférence slovène, la proposition du Commissaire Špidla a fait un bon bout de chemin et est maintenant soutenue par les futures Présidences espagnole et belge qui tiendront les rênes de l'Union européenne en 2010, année pendant laquelle cette proposition devra être adoptée par le Conseil et le Parlement européen pour se concrétiser.

La Commission envisage d'organiser une conférence préparatoire en avril 2010 avec le soutien de la Présidence espagnole afin de recueillir les recommandations des acteurs de terrain sur ce que l'Année 2012 devrait proposer. Cela leur permettra de développer un programme répondant vraiment aux attentes des gens de terrain.

Recommandations

Les organisations membres du groupe de pilotage de cette campagne vont demander à la Commission européenne de faire le nécessaire pour que des programmes européens tels que les jumelages thématiques et les panels citoyens de la DG Education et Culture, les Fonds Structurels, etc. fassent de la solidarité entre les générations l'un des thèmes prioritaires de leurs appels à projet pour les années à venir.

Les acteurs de terrain devraient contacter leurs ministères des Affaires sociales pour relayer cette campagne et exprimer leur soutien à la proposition d'avoir une Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle en 2012. Si vous avez besoin d'aide, n'hésitez pas à nous contacter et à visiter notre page web dédiée à la Journée européenne (voir Liens utiles).

Liens utiles

Commission européenne:

- DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances: <http://ec.europa.eu/social>
- Communication: Promoting Solidarity between Generations (2006): http://ec.europa.eu/employment_social/news/2007/may/244_en.pdf
- PROGRESS programme 2008-2010: <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

Membres du groupe de pilotage de la campagne

- AGE: www.age-platform.org
- AIM: www.aim-mutual.org
- AEIP: www.aeip.net
- CECODHAS: <http://www.cecodhas.org/content/view/408/333/>
- Lobby européen des Femmes: <http://www.womenlobby.org/site/hp.asp?langue=FR>
- Forum européen de la jeunesse: www.youthforum.org

Quelques liens sur l'intergénérationnel

- Publication de la Fondation Roi Baudouin «Une société pour tous les âges. Le défi des relations intergénérationnelles»: <http://www.kbs-frb.be/publication.aspx?id=236220&LangType=2060>
- Publication «La solidarité intergénérationnelle pour la cohésion et la viabilité des sociétés – Résultats de la conférence de la Présidence slovène, Brdo, 28-29 avril 2008»: <http://www.age-platform.org/FR/IMG/Solidarity-FR.pdf>
- Accordages: http://www.accordages-intergeneration.com/_v4/
- Courantsd'âge: http://www.courantsdages.be/template.php?id_ca=23
- Page web sur la Journée européenne de la Solidarité entre les générations: http://www.age-platform.org/FR/rubrique.php3?id_rubrique=82
- Liste des activités organisées à travers l'Europe pour marquer la première Journée européenne: <http://www.age-platform.org/FR/spip.php?article546>

Fondation **Roi Baudouin**

Agir ensemble pour une société meilleure
www.kbs-frb.be

La Fondation Roi Baudouin est une fondation indépendante et pluraliste qui, chaque année, soutient financièrement quelque 2.000 organisations et individus. Elle est un forum de débats, de réflexions et stimule la philanthropie. Avec un budget annuel de 48 millions d'euros, la Fondation contribue à davantage de justice, de démocratie et de respect de la diversité. Nous opérons depuis Bruxelles et sommes actifs au niveau régional, belge, européen et international. Notre Conseil d'administration trace les grandes lignes de notre action, qui est mise en œuvre par une soixantaine de collaborateurs. La Fondation a vu le jour en 1976, à l'occasion des 25 ans de règne du Roi Baudouin.

La Fondation Roi Baudouin est active depuis de nombreuses années sur les questions du vieillissement et des solidarités intergénérationnelles.

Récemment elle a soutenu 172 projets qui permettent aux seniors de continuer à jouer un rôle actif et plein de sens dans notre société et qui créent des relations durables et réciproques entre les générations.

Elle a mis en place deux cercles de réflexion constitués de personnes actives dans le monde associatif, les mouvements sociaux ou l'entreprise et qui ont abouti, après un an de réflexion et d'échanges d'idées et d'expériences, à une série de propositions d'actions.

Pour contribuer à un large débat public sur ces questions, elle a organisé un cycle de séminaires sur le thème des solidarités entre générations.

Les conclusions de ses travaux sont décrites dans une publication largement illustrée d'exemples de projets "Une société pour tous les âges, le défi des relations intergénérationnelles" «A society for all Ages». Cette publication est disponible en français et néerlandais sur notre site et comprend un résumé en anglais.

PROGRESS

La présente publication bénéficie du soutien du programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013). Ce programme est géré par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne. Il a été établi pour appuyer financièrement la poursuite des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, tels qu'ils sont énoncés dans l'agenda social, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne dans ces domaines.

Le programme, qui s'étale sur sept ans, s'adresse à toutes les parties prenantes susceptibles de contribuer à façonner l'évolution d'une législation et de politiques sociales et de l'emploi appropriées et efficaces dans l'ensemble de l'UE-27, des pays de l'AELE-EEE ainsi que des pays candidats et précandidats à l'adhésion à l'UE.

PROGRESS a pour mission de renforcer la contribution de l'UE et d'aider ainsi les États membres à respecter leurs engagements et mener à bien leur action en vue de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et de bâtir une société plus solidaire. Dès lors, il contribuera:

- à fournir une analyse et des conseils dans les domaines d'activité qui lui sont propres;
- à assurer le suivi et à faire rapport sur l'application de la législation et des politiques communautaires dans ces mêmes domaines;
- à promouvoir le transfert de politiques, l'échange de connaissances et le soutien entre les États membres concernant les objectifs et priorités de l'Union, et
- à relayer les avis des parties prenantes et de la société au sens large.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter:

http://ec.europa.eu/employment_social/progress/index_fr.html

AGE- la Plate-forme européenne des Personnes âgées

AGE est un réseau européen qui regroupe près de 150 organisations de personnes âgées de 50 ans+ représentant directement plus de 25 millions de seniors dans l'Union européenne.

Notre réseau est financé essentiellement par le programme européen PROGRESS et les cotisations de nos membres.

L'action d'AGE se situe au niveau européen et a pour but de sensibiliser le public aux opportunités et aux défis résultant du vieillissement de la population, d'élaborer des réponses stratégiques appropriées et de promouvoir les intérêts et la participation des citoyens européens âgés dans les processus décisionnels de l'Union européenne.

Comme indiqué dans nos principes directeurs, nous sommes convaincus qu'un changement d'attitude est nécessaire pour créer une société de tous les âges et garantir que les droits de tous les groupes d'âge, y compris ceux des personnes âgées, soient protégés, voire renforcés. Nous nous efforçons de mettre en oeuvre une solidarité entre les générations qui reconnaisse la contribution des personnes âgées à la société.

Pour plus d'information :

www.age-platform.org

Descriptif de AGE :

http://www.age-platform.org/FR/IMG/General_Leaflet_FR.pdf

Principales publications de AGE :

http://www.age-platform.org/FR/rubrique.php3?id_rubrique=61



Remerciements

Cette brochure a été rédigée par AGE - la Plate-forme européenne des Personnes âgées et publiée en français, anglais et néerlandais grâce au soutien de la Fondation Roi Baudouin (Belgique) et du programme européen PROGRESS.

L'exposé de la problématique et les recommandations qu'elle contient s'inspirent en partie des travaux réalisés par le Cercle intergénérationnel de la Fondation Roi Baudouin et des résultats de la conférence de la Présidence slovène de l'Union européenne d'avril 2008 - publiés en novembre 2008 sous le titre « La solidarité intergénérationnelle pour la cohésion et la viabilité des sociétés ». Les propos publiés dans cette brochure n'engagent toutefois que AGE.

Nous saisissons cette occasion pour remercier les ONG européennes qui se sont jointes à nous pour mener cette campagne en faveur d'une plus grande solidarité et coopération entre les générations et lancer la Journée européenne de la Solidarité intergénérationnelle :

- » AEIP – Association européenne des institutions paritaires
- » AIM - Association internationale de la mutualité
- » CECODHAS : Comité européen de Coordination de l'Habitat social
- » LEF - Lobby européen des Femmes
- » YFJ - Forum européen de la Jeunesse

Nous remercions aussi chaleureusement les enfants de la classe de seconde maternelle de l'école de Profondsart (B), ainsi que Sana et Capucine pour les magnifiques dessins et photos qui illustrent l'union des générations pour assurer l'avenir de l'Europe et du monde (la photo de Capucine p. 26 a été prise dans le cadre du concours photo "Mon idée des frontières en Europe" organisé en 2009 par le Département du Nord F).